

De Paris, à l'aube du Vendredi 7 Septembre 1951

Lettre N° I937

25X1A

THIS IS AN ENCLOSURE TO

DO NOT DETACH

Monsieur,

Le gouvernement Pleven est dans une situation délicate. La preuve en est dans cette décision qu'il a prise et qui tend à demander un scrutin par division de l'article premier de la proposition Barangé, à voter le premier paragraphe de ce premier article et à solliciter de l'Assemblée le renvoi des autres paragraphes à la commission, dans l'espoir, avoue-t-il humblement, qu'un texte transactionnel sera élaboré qui évitera la cassure définitive. Car nous en sommes là. Avec toutefois cette nuance que dans le fond aucun des adversaires ne souhaite la crise quelle que soit la fermeté de l'attitude qu'il affecte de prendre.

Les radicaux menacent de quitter le Cabinet si le M.R.P. ne se montre pas conciliant. Sur le plan parlementaire, ils sont très à l'aise. Sur le plan électoral, ils le sont moins car ils ont conscience d'avoir, à quelque trois ou quatre semaines des élections cantonales, besoin des voix modérées et, ces voix modérées, ils savent parfaitement que ce n'est point la méthode de les conquérir que de se révéler intransigeants sur la question scolaire. Ils ne peuvent cependant, engagés comme ils le sont, adopter le texte Barangé sous sa forme actuelle. Aussi, réclament-ils du M.R.P. un minimum de compréhension et la décision prise par René Mayer de ne pas poursuivre ses négociations outre atlantique -- les plus importantes de toutes car elles sont financières -- pèse dans la balance. La crise est donc évitable, que le M.R.P. accepte un adoucissement du texte Barangé ou qu'il accepte le renvoi jusqu'à la rédaction des conclusions de la Commission Paul Boncour, une date impérative étant imposée à celle-ci: le 1^{er} Novembre par exemple.

Ce très succinct schéma étant dressé, je vous avoue que je n'ai aucun goût pour vous décrire par le menu les positions des partis et les manœuvres de couloirs. L'amusant de l'affaire est que chacun se référant à la conjoncture et à la nécessité d'une présence française dans les diverses réunions internationales, déplore l'intransigeance de l'adversaire qui risque de provoquer une crise ministérielle. Sans paraître d'ailleurs se rendre compte que l'intransigeance n'est pas à sens unique mais qu'elle est la résultante de deux volontés qui se veulent sourdes. Toutefois, si la crise est évitée -- et je crois qu'elle le sera -- ce sera une fois de plus à des considérations d'ordre international que nous le devrons. A ces considérations et aussi à cette certitude que la situation est sans issue, que si la cassure devait être définitivement consommée, le circuit majoritaire serait fermé et que le R.P.F. deviendrait l'arbitre de la situation.

Pendant ce temps, la partie se poursuit à Sans Francisco jusqu'à présent sans surprise. Mais ce n'est là que le devant de la scène. Les coulisses sont à l'autre bout du monde. A Moscou, où l'ambassadeur américain Allan Kirk a sollicité et obtenu de Vichinsky une audience qui a duré fort longtemps et autour de laquelle aucune publicité n'a été faite. Toutefois, les milieux diplomatiques commentent et ces commentaires valent d'être rapportés. Il s'agit d'un sondage suggère-t-on à Washington. Un sondage destiné à déceler quelles sont les intentions soviétiques et si la politique de fermeté menée par les Etats Unis ne risque pas de déclencher un dangereux durcissement de l'U.R.S.S.. En bref, Washington en est à la minute où il lui faut bien se demander si ses moyens matériels sont à la hauteur de sa politique étrangère ou si celle-ci n'est pas en avance sur le niveau de préparation militaire des Etats Unis et de leurs alliés. Les Américains ne croient

.....

pas à un conflit général mais ils n'excluent pas l'éventualité d'une guerre qui, localisée jusqu'ici en Corée, s'étendrait à tout l'Extrême Orient. Une guerre d'épuisement que ne dit rien qui vaille aux hommes politiques si certains milieux du Pentagone l'acceptent d'un coeur léger. Ce serait là-- et la nouvelle en vient directement de Washington-- le mobile qui aurait poussé Truman et Acheson à envoyer Allan Kirk chez Vichinsky.

S'il en est ainsi-- et nous n'avons aucune raison d'en douter, puisque ce sont les intéressés eux mêmes qui le disent-- la Conférence de San Francisco pourrait bien ne pas être le succès qu'elle prend l'allure de devenir en dépit des réticences de beaucoup de délégations. Les préparatifs militaires des sino-coréens d'une part et, d'autre part, les arguments de pression mis en oeuvre dans les couloirs par Gromyko (rappelez vous la brochure dont je vous ai parlé) l'auraient fait tourner court sans évidemment qu'il y paraisse dans les communiqués officiels. Nous en reparlerons quelques jours après la fin de ces assises quand il sera possible de faire un bilan valable. Il est toutefois un indice bien symptomatique dans ce fait que Morrison n'arrivera à San Francisco qu'à la veille de la signature du traité. Pour qui sait la répugnance nourrie par ce dernier par le Cabinet britannique, le peu d'empressement manifesté par Morrison montre que Londres n'attache qu'un intérêt médiocre aux conversations officielles. C'est un détail important qui a valeur d'indication car les inquiétudes du gouvernement britannique étaient grandes ces jours derniers et l'on ne cachait pas que Morrison allait remplir aux Etats Unis une mission analogue à celle accomplie en Décembre dernier par Attlee lorsqu'il devint urgent de calmer les impatiences de Mac Arthur. Si Morrison s'attarde à Londres c'est que la partie se joue ailleurs qu'à San Francisco. La démarche d'Allan Kirk paraît indiquer qu'elle se déroule à Moscou.

Je reviens en France où l'on parle beaucoup du salaire interprofessionnel garanti qui sera fixé samedi alors que l'essentiel du problème français n'est pas tant dans l'établissement du nouveau palier de salaires que dans la stabilisation indispensable du niveau des prix. Un Comité interministériel s'en souciait cependant hier soir qui paraît avoir décidé le principe de nouvelles réductions de droits de douane sur des produits de consommation courante. Ce qui est d'ailleurs plus acceptable que des mesures identiques pour les biens d'équipement. Encore faudra-t-il cependant découvrir à l'étranger ces biens de consommation courante qui vont faire défaut un peu partout et surtout aux Etats Unis si l'on en croit Charles Wilson. Le Directeur de l'Office de mobilisation économique a, en effet, déclaré hier que la production militaire était, aux Etats Unis, sur le point d'atteindre le stade de la production de masse et que l'heure était proche où se ferait sentir la pénurie de biens de consommation car les matières premières manqueraient à l'industrie civile. Wilson a, d'ailleurs, exposé ces semaines dernières dans son second rapport trimestriel de l'année les points sur lesquels son pays devrait faire porter son effort pour que sa capacité de production fut accrue de 12 à 15% au cours de 1952 et 1953. On relève notamment: la mise en marche de fours à coke d'une capacité de production de 8.190.000 tonnes courtes; l'augmentation de la capacité de production de l'aluminium qui sera portée à 1.365.000 tonnes courtes environ soit le double de ce qu'elle était en 1950; l'augmentation de la capacité de production des centrales électriques qui sera portée à 84.108.000 Kw fin 1952 et à 97.000.000 Kw fin 1953, soit une augmentation de près de 40% en 3 ans; la construction de nouvelles raffineries de pétrole d'une capacité de production de 159.000.000 litres par jour. Le principal obstacle au développement de la production est la pénurie de machines outils. Aussi, une super priorité vient d'être établie en faveur de cette industrie

paul deheme

[illegible]

Approved For Release 2002/08/15 : CIA-RDP83-00415R010200050005-7

De Paris, à l'aube du Mercredi 19 Septembre
Lettre N° 1945

Monsieur,

Les débats se poursuivent, au Palais Bourbon sur l'échelle mobile, au Luxembourg sur l'allocation scolaire. Mais, ici et là, les parlementaires n'en sont qu'à la discussion générale. A l'Assemblée, les communistes ont bien essayé de clore cette discussion générale et de passer à l'examen des articles mais, en dépit de l'aide que leur apportaient les socialistes et de l'absence des députés modérés, un tour de passe-passe d'Herriot a fait échouer la manœuvre. Nous ne sommes donc guère plus avancés qu'à la fin de la semaine dernière; d'autant moins avancés que l'ordre du jour des travaux proposé par la Conférence des Présidents de groupe a été repoussé. Les socialistes demandaient que l'Assemblée procédât à la seconde lecture du texte sur l'échelle mobile (la première est à peine entamée) avant de passer à celle de l'allocation scolaire (le Sénat n'a pas encore donné son avis); les communistes exigeaient que les deux textes fussent votés avant le départ en vacances et le R.P.F. insistait pour que le calendrier de la semaine comportât un débat de politique étrangère. Bref, la coalition des extrêmes parvint, pour des raisons diverses mais qui se rejoignent quant à leurs résultats, à rejeter l'ordre du jour proposé. Ensuite de quoi, Herriot furieux, ou feignant d'être, déclara que les Présidents de groupe se réuniraient à nouveau aujourd'hui. Et la séance continua après une suspension pour le dîner. Toujours terne et sans relief d'ailleurs. J'en retiendrai simplement l'assurance donnée incidemment par Courant, à je ne sais plus quel propos, que le délai prévu pour l'amnistie fiscale serait prolongé jusqu'au 1^{er} Décembre. Vous me direz que, dans la question de l'échelle mobile, cela vient comme des cheveux sur le potage, mais c'est vraiment tout ce qu'il importe de signaler de cette terne discussion n'en déplaise à Boisdé, Ramarony, Cayeux et autre dame Poinso-Chapuis qui sont intervenus durant l'après midi et la soirée.

La Commission du Travail de l'Assemblée examinera aujourd'hui quelque 27 amendements au texte de l'échelle mobile, dont certains déposés par des compères du Gouvernement. On m'affirme que celui-ci accepterait le texte s'il était modifié de façon que l'échelle ne joue que tous les 7,5% de hausse et non 5% et qu'il consentirait à charger l'Institut National de statistique du calcul du budget type à condition de conserver toute sa liberté d'appréciation.

Au Luxembourg, après avoir repoussé trois motions préjudicielles, les Sénateurs ont entamé la discussion générale sur l'allocation scolaire dont le mode de financement a été considérablement modifié par leur commission des finances qui a adopté les vues de Pellenc tendant à trouver la contrepartie de l'allocation dans des économies réalisées sur les entreprises nationalisées, au moins pour la 4^e trimestre de 1951 (6 milliards).

A Ottawa, les conversations ne vont pas fort. Là aussi, on ajourne. Sur la proposition de Shinwell; les rapports des pays atlantiques sur l'effort de réarmement de chacun d'eux ont été examinés en comité restreint des seuls Ministres de la Défense. Afin, disait le ministre britannique, qu'ils pussent l'être avec une "franchise brutale". Il faut croire que cette franchise brutale s'est changée en brutalité franche car la décision a été prise de retirer les problèmes militaires de l'ordre du jour et de retarder leur examen jusqu'à la conférence de Rome en Octobre, conférence à laquelle Eisenhower sera appelé à présenter un rapport d'ensemble.

Il ne faut d'ailleurs pas s'y tromper: le fond du désaccord n'est pas tellement sur les déficiences constatées dans le réarmement de telle ou telle nation (et nous en sommes) que dans l'opposition.....

-2-

1945

sournoise mais solide de la Grande Bretagne au réarmement allemand. Londres s'efforce en effet de persuader Washington qu'un tel réarmement est des plus dangereux et que les milieux allemands qui paraissent les plus acquis à la cause occidentale ne voient, en réalité, dans leur apparente subordination aux désirs américains, que le moyen de réunifier l'Allemagne sans qu'il soit pour autant assuré que la force allemande reconstituée resterait dans le camp de l'Ouest. Les Anglais reprochent à Mac Cloy de s'être laissé endoctriner par Erich Kordt, animateur de la nouvelle Wilhelmstrasse et d'avoir accueilli sans défaveur le plan que ce dernier lui a proposé en vue d'un profond remaniement du Gouvernement de Bonn. Ce plan, que François Poncet a, dans un rapport au Quai d'Orsay, qualifié de "boite de Pandore", ne vise à rien de moins que remplacer le Cabinet Adenauer par une combinaison qui n'aurait pas l'opposition de Shumacher.

Mais les efforts britanniques, en vue d'endiguer le réarmement allemand, ne se bornent pas à s'exprimer dans les conférences internationales ni à discréditer sournoisement les milieux allemands encouragés par Washington, qu'ils soient ceux de Kordt, de Friedenau ou de Freisner. Ces efforts se manifestent également dans les combinaisons les plus indirectes. C'est ainsi que le Congrès Juif Mondial, qui vient de se tenir à Genève, a été organisé sur l'initiative indirecte du Foreign Office par l'intermédiaire des financiers juifs groupés dans le clan des Joel et Oppenheimer. Un membre de la famille Joel se rendit en effet aux Etats Unis pour y rencontrer Israël Goldstein, président actuel du Congrès Juif International, fort lié à Baruch et surtout Goldman, membre du Conseil d'Administration de Kuhn et Loeb. L'Anglais sut convaincre ses interlocuteurs de la survivance de l'antisémitisme en Allemagne et du danger que celle-ci constituerait si elle prenait la tête du réarmement européen comme le désirent quelques hommes d'Etat américains. Il fit valoir qu'il était nécessaire de donner un avertissement à Washington et qu'il fallait tenter de faire rendre à la France, pays beaucoup moins antisémite, le rôle que les politiciens américains rêvaient de donner à l'Allemagne.

Et le 10 Septembre, les délégués de 64 pays ouvraient à Genève les travaux du Congrès Juif Mondial. Goldstein lut notamment à la tribune les diatribes de certains dirigeants néo-nazis et en particulier les déclarations de Lamb contre le ministre "juif" Katz, Ministre de la Justice en Schleswig-Holstein et qui, par un étrange hasard, est le représentant des juifs allemands à l'Exécutif du Congrès Mondial. Katz, présent dans la salle, confirma son point de vue et exposa les "persécution" passées, présentes et futures des juifs en Allemagne si les nazis revenaient au pouvoir même par personne interposée. C'est ainsi que les travaux du Congrès devinrent ce que désiraient les Anglais : le procès de la politique actuelle du Gouvernement américain en Allemagne. La motion finale, très vive, dispose que l'Exécutif juif doit se donner pour tâche, et par tous les moyens en son pouvoir d'empêcher l'Allemagne nazie et les pays la soutenant de se réarmer et d'entrer dans le concert des nations civilisées. Cette motion doit être remise à tous les chefs de gouvernement voulant activer le réarmement allemand avant d'avoir extirper le nazisme et ses survivants de ses postes de commande en Allemagne. Elle gênera les hommes politiques américains dans leur action en faveur du réarmement allemand. Peut-être a-t-elle déjà eu quelques répercussions à Ottawa.

paul dehème

---- Dans une lettre récente, je vous ai signalé que la C.G.S.I. mettait au point un projet d'"inter-essement" des salariés aux résultats des entreprises. Vous trouverez, dans mon annexe verte d'aujourd'hui le texte de ce projet.

-----Vous savez qu'à l'expiration d'une législature, les textes déposés sur le Bureau de l'Assemblée deviennent caducs et qu'ils doivent être repris par leurs auteurs pour figurer à nouveau parmi les projets ou propositions de loi à discuter. C'est ainsi que le Gouvernement se propose de reprendre les projets suivants déposés lors de la précédente législature (je les tiens à votre disposition, en communication)

- PROJET DE LOI tendant à ériger en territoire distinct de Madagascar les terres australes et antarctiques françaises (N° I3109)
- PROJET DE LOI relatif à l'organisation de la protection des végétaux dans les territoires relevant de Ministère de la FOM(N°I2582)
- PROJET DE LOI portant ratification du décret N° 51-517 du 13 Avril 1951, modifiant le décret N° 51-87 du 23 Janvier 1951 fixant la composition, la date d'appel et les obligations d'activité de la première fraction du contingent à incorporer en 1951(N°I3004)
- PROJET DE LOI portant ratification du décret N° 51-87 du 23 Janvier 1951 fixant la composition, la date d'appel et les obligations d'activité de la première fraction du contingent à incorporer en 1951 (N°I2265)
- PROJET DE LOI relatif à l'avancement des juges de paix et des suppléants rétribués de juge de paix(N° IO542)

---- Léon Bérard est très sollicité d'être candidat au Sénat, dans les Basses-Pyrénées. Les éléments modérés sont majoritaires dans ce département, mais désunis. On estime cependant que son élection serait assurée. A signaler les mauvaises relations qui existent maintenant entre Loustaneau et Tixier-Vignancour; et les troupes fidèles d'Ybarnégaray risquent de se diviser. En outre, Bérard, selon son caractère bien connu, est hésitant et déçoit ses partisans par son manque de résolution.

---- A Oran, Jean Lemaire, a définitivement renoncé à être candidat. Dans le Loiret, pour l'élection législative partielle(remplacement de Chevallier), les pronostics donnent généralement le R.P.F. élu.

----Les négociations commerciales franco-neerlandaises, qui doivent débuter à Paris prochainement (le 25 Septembre) rencontreront vraisemblablement des difficultés. En effet, la progression de nos exportations vers la Hollande est remarquable, passant de 2 milliards par mois en 1938 à près de 4 milliards en 1951(les deux chiffres sont exprimés en francs de pouvoir d'achat 1949) De ce fait, les Pays Bas se trouvent en déficit permanent dans leurs échanges avec la France. Ce déficit s'élevant à environ 30 milliards de frs actuellement. Il est donc vraisemblable que les Hollandais nous demanderont de les aider à corriger ce déséquilibre en insistant particulièrement sur une augmentation des contingents d'exportation des produits laitiers (beurre et fromage). Les importations de ces produits ont d'ailleurs été suspendues au début de 1951. Les Hollandais demanderont également une augmentation des contingents de pommes de terre, de semence, de graines de betteraves et de légumes. En ce qui concerne le matériel naval et de travaux publics, la France s'efforcera de maintenir les crédits figurant à l'ancien accord mais il semble que nos besoins s'épuisent. Par ailleurs, les Hollandais nous demanderont également de réduire notre programme d'exportation, mais la réalisation intégrale de nos engagements d'exportations de produits essentiels sera le meilleur argument de nos négociateurs pour maintenir notre programme.

(Je tiens à votre disposition une note plus détaillée sur ce sujet)

Automobiles: -Pas de changement du droit de douane car il représente une contre partie capitale dans les négociations tarifaire et le Gouvernement français s'efforce de le faire abaisser dans le cadre européen.
-Importations de 400 voitures tchécoslovaques, 1.500 voitures belges et reprise des importations allemandes dans le cadre de l'accord (avec l'approbation du Ministère de l'Industrie)
-Liberté des prix conditionnée par le maintien du rythme d'exportation.

Motocycles : -Pas de changement du droit de douane
-Ouverture d'un contingent de 200 millions de frs. pour l'importation de machines de grosse cylindrée en provenance d'Autriche , de Tchécoslovaquie et peut être de Grande Bretagne , s'il y a possibilité de réciprocité(avec l'approbation du Ministère de l'Industrie et de l'Energie)

Materiel frigorifique- Pas de changement du droit de douane
-Ouverture d'un contingent de 400 à 500.000 % dans le cadre des importations de choc (contre l'avis formel du Ministère de l'Industrie et de l'Energie)

Articles de ménage, d'hygiène et d'économie domestique:(Outils domestiques)
-Aucun changement des droits de douane
--Ouverture d'un contingent de 50 millions de frs. pour des importations en provenance d'Allemagne (avec l'approbation du Ministère de l'Industrie et de l'Energie)

(Articles en aluminium)- Pas de changement du droit de douane
-Ouverture de contingents supplémentaires: à l'importation

Allemagne	60 millions de frs
Belgique	10 "
Pays-Bas	30 "
Tchécoslovaquie	20 "
Grande-Bretagne	20 "
	140 "

- Revoir les prix de distribution des articles en aluminium
-Ne pas importer d'articles pour lesquels il existe une interdiction d'emploi.

(Chauffe-Bains-Chauffe-eau non électriques)
-Pas d changement du droit de douane
-Ouverture de contingents supplémentaires en provenance d'Allemagne et de Belgique pour 50 millions de frs. (avec l'approbation du Ministère de l'Industrie)

(Armoires frigorifiques ménagères équipées)
-Pas de changement de droit de douane.
-Ouverture d'un contingent supplémentaire de 5.000 armoires équipées en provenance d'Allemagne, de Suède, de Grande Bretagne, soit environ 500 millions de frs(contre l'avis formel du Ministère de l'Industrie)

(Appareils électrothermiques de cuisine)
- On pourrait importer ces appareils en raison du ralentissement prochain de la production française. Mais l'ouverture de contingents serait inopérante car vraisemblablement les importations ne se réaliseraient pas.

(Appareils électro-domestiques)
-Pas de changement de droit de douane
-Ouverture de contingents de rasoirs, tondeuses, aspirateurs, batteuses aspirateurs, cirieuses à parquets pour 100 millions de frs. en provenance d'Allemagne et de Hollande (la Suède ne nous fournit que des pièces détachées) (avec l'avis favorable du Ministère de l'Industrie)
-Ouverture d'un contingent de 10.000 machines à laver, soit 6 à 700 millions de frs en provenance d'Allemagne et de Hollande (contre l'avis du Ministère de l'Industrie)

(Je tiens, sur ces diverses productions d s notes plus détaillée à votre disposition)

De Paris, à l'aube du mardi 2 octobre 1951
Lettre n° 1.954

Monsieur,

Les chauffeurs de taxi parisiens menacent d'appliquer le règlement à la lettre et de circuler au ralenti. Le corps enseignant veut, au contraire, ignorer le règlement et ne pas corriger les copies d'examen. Les producteurs de lait parlent de faire grève, pour contraindre les pouvoirs publics à fixer le prix du lait. Les betteraviers commencent, eux aussi, à s'émouvoir. Michelin envisage une baisse de 5 % sur tous ses pneus. Lefauchoux, de la Régie Renault, réclame la création, toujours différée, d'un carburant agricole. Et chacun dit son fait au gouvernement. Ainsi va la vie du pays, ou, tout au moins, telles sont les nouvelles intérieures de la journée d'hier. C'est maigre !

Par contre, sur le plan international, la décision prise par Londres d'évacuer Abadan a surpris le monde entier, et l'Angleterre plus que les autres pays. Jamais un gouvernement n'aura ainsi agi en contradiction aussi formelle avec ses propres déclarations. A tel point qu'on se demande ce que peut bien cacher cette retraite. Le Conseil de Sécurité a décidé d'inscrire à l'ordre du jour la plainte de l'Angleterre. Par 9 voix contre 2 --celles de l'U.R.S.S. et de la Yougoslavie. Mais cette satisfaction de principe ayant été donnée aux Anglais, il a été décidé de ne fixer la date de la prochaine séance que lorsque la délégation iranienne serait arrivée, le 11 octobre étant, toutefois, considéré comme date limite. Les Britanniques voulaient que la discussion fût entamée tout de suite. Les Iraniens réclamaient un délai de dix jours. Les Américains se ralliaient à leur point de vue et les Français --hommes du juste milieu-- avançaient la date de lundi prochain. Les Américains ont joué Téhéran contre Londres. Le débat ne s'ouvrira donc, en fait, que le 11 octobre. C'est, pour Londres, une défaite de plus. Une défaite humiliante qui n'améliorera pas les rapports avec Washington. En même temps, Téhéran faisait savoir que l'accostage du navire anglais destiné à l'évacuation serait refusé à Abadan et que les techniciens devraient se rendre au large en chaloupes anglaises ou iraniennes. On n'a décidé --ment pas le triomphe modeste en Iran et l'on y oublie peut-être un peu trop légèrement que les Anglais ont la rancune tenace.

Rongeant leur frein, ceux-ci, dont les commentaires sont amers, font cependant preuve de réalisme. Tout n'est pas complètement perdu, disent-ils, et ils se raccrochent maintenant à l'idée, jusqu'à présent rejetée par eux, d'une société de gérance à laquelle participeraient non seulement l'Iran et l'Angleterre, mais aussi les Etats-Unis et la France. A peu de chose près ce que les Américains voulaient depuis le début. Mais la parole est maintenant à Moscou, et pas seulement sur le plan diplomatique de l'O.N.U., car la présence américaine en Iran est précisément ce contre quoi les Soviétiques ont, depuis des mois, fait alliance avec Londres. Je vous disais plus haut que les commentaires britanniques étaient amers. Ils le sont, non seulement chez les conservateurs, mais aussi chez les travaillistes qui ne cachent pas que, même si leur parti revenait au pouvoir après les élections, Morrison ne pourrait plus garder le Foreign Office.

A Bonn, Adenauer tient la dragée haute aux trois commissaires alliés. Deux conférences n'ont pas suffi à ajuster les points de vue en ce qui concerne la transformation de la nature des relations entre les Alliés et l'Allemagne. Les Allemands ont acquis pour l'Angleterre et pour la France un mépris que les affaires moyen-orientales ne sont pas faites pour atténuer, en ce qui concerne l'Angleterre. Ils sont persuadés que, déçus par Londres et par Paris, les Américains sont prêts à faire de l'Allemagne occidentale le pivot de la défense européenne et ils

.....

entendent bien obtenir en échange l'égalité complète des droits sur les plans militaire et civil. Les propositions de Grotewohl ont, au surplus, introduit un nouvel élément dans la conjoncture. Elles ont provoqué un désarroi complet parmi les partis politiques de l'Allemagne occidentale. Le cabinet fédéral ne souhaite pas les élections, car il est probable que les socialistes en sortiraient vainqueurs. Toutefois, le chef de la fraction chrétienne démocrate au Bundestag, von Brentano, est partisan de l'élection d'une Assemblée nationale. Des positions personnelles sont enregistrées : von Rechenberg, député libéral de Cologne; Thediek, secrétaire d'Etat aux questions d'unité allemande; Arno Scholz, député social-démocrate de Berlin, se sont, par exemple, déclarés pour le rejet des propositions orientales. Par contre, deux parlementaires chrétiens démocrates, Nellen et Tillmanns, auraient rencontré Nuschke, vice-président du conseil de l'Est. C'est évidemment là, pour le gouvernement fédéral, une situation intérieure bien trouble, lorsqu'il s'agit de traiter avec les hauts commissaires alliés.

A Washington, le département du Commerce s'apprête à régler les livraisons de charbon à l'Europe, afin de les répartir entre les diverses nations bénéficiaires. Mais cette répartition pourrait aller plus loin et s'établir, non à l'échelon national, mais à l'échelon entreprise, les livraisons étant consenties à crédit par l'intermédiaire de banques américaines prêteuses, le remboursement s'effectuant par des exportations que l'accroissement de la production rendrait possible.

paul dehème

PROPOSITION FRANÇAISE TENDANT A UN ABAISSEMENT GENERAL DES TARIFS DOUANIERS

Lors de la dernière assemblée du G.A.T.T., Pflimlin a, au nom de la délégation française, présenté une proposition tendant à un abaissement général des tarifs douaniers. Voici le texte de cette proposition :

I - Depuis la conclusion de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, des résultats importants ont été obtenus dans la voie de l'abaissement des tarifs douaniers, de l'élimination des discriminations et du développement du commerce international. Il reste cependant beaucoup de chemin à parcourir pour atteindre les objectifs que les Parties contractantes se sont assignés.

II - La délégation française estime que le moment est venu de faire de nouveaux progrès. C'est pourquoi elle soumet aux Parties contractantes les propositions suivantes : 1°) Les Parties contractantes s'engageraient à réduire leurs tarifs douaniers de 30 %, dans les conditions indiquées ci-après : 2°) Cette réduction devrait être réalisée en 3 ans, par étapes annuelles de 10 % - 3°) La réduction ne serait pas calculée sur chacun des postes du tarif douanier, mais sur le niveau moyen pondéré de la protection douanière calculé pour chaque grand secteur de l'économie. Le nombre et la consistance de ces secteurs seraient à définir d'un commun accord - 4°) A l'intérieur de chaque secteur, chaque Partie contractante pourrait aménager les réductions de droits, de manière à assurer sans perturbations graves les adaptations qui seraient rendues nécessaires par le développement des échanges internationaux - 5°) Il est souhaitable que ces aménagements soient réalisés de manière à assurer une coordination aussi étroite que possible entre l'abaissement des tarifs, d'une part, et les autres efforts entrepris en vue de l'intégration économique des marchés régionaux et mondiaux, d'autre part. - 6°) Des dérogations ou des modalités particulières pourraient être envisagées en faveur des pays qui se trouveraient dans l'impossibilité de réaliser intégralement les abaissments de droits envisagés, soit en raison de l'insuffisance de leur développement économique, soit en raison de la modicité exceptionnelle des droits en vigueur pour certains secteurs de leur économie.

III - La Délégation française propose que soit constitué de Travail spécial chargé d'étudier la présente proposition, toutes suggestions utiles à ce sujet et de soumettre aux Parties contractantes des conclusions motivées sur les conditions dans lesquelles la solution envisagée pourrait être réalisée.

(Je tiens à

2

"EN V R A C ET EN B R E F"

Prix du lait. - Il y a deux sortes de ministres : ceux qui reçoivent, distribuent les promesses, les oublient dès que le visiteur a tourné les talons, et ceux qui ne reçoivent pas. Peut-être y a-t-il aussi ceux qui reçoivent, promettent et tiennent, mais ceux-là sont d'espèce si rare qu'on ose à peine en parler. Le Secrétaire d'Etat aux Affaires Economiques appartient à la seconde catégorie, si l'on en croit un article vengeur paru dans un journal agricole, sous la signature d'un dirigeant de la fédération des producteurs laitiers. Circonstance aggravante : le ministre avait fixé rendez-vous et ne l'a pas tenu. Au surplus, cette question de la fixation du prix du lait, que ledit dirigeant avait l'intention d'évoquer, traîne depuis déjà longtemps. Elle n'est toujours pas réglée. Je vous rappelle les diverses positions : les producteurs veulent 34 francs le litre à la production, ce qui donnerait 58 frs 75 au détail. Les services du ministère de l'Agriculture proposent 30 francs, soit 50 francs au détail et, au pis aller, 29 francs, soit 48 francs au détail, en réduisant quelque peu les marges intermédiaires. Les services de Hugues ne proposent que 27 frs 50, soit 46 francs au détail. Ces prix sont des prix d'hiver, c'est-à-dire égaux à 115 % des prix d'été.

La betterave. - Il est un autre prix que le gouvernement n'a pas encore fixé et pour lequel il y a également urgence. C'est celui de la betterave. Les professionnels font état d'une production inférieure à celle de l'an dernier : 12 millions de tonnes, au lieu de 13.600 mille tonnes. En 1950, le prix de la production à l'hectare ressortait à 124.500 francs. Cette année, les professionnels réclament 157.260 francs. Le ministère des Affaires Economiques proposent 137.309 francs et les services du ministère de l'Agriculture oscillent entre 140.000 et 150.000 francs. La tonne de betteraves, qui valait 4.150 francs en 1950, ressortirait ainsi (rendement 28 tonnes à l'hectare contre 30 en 1950) à 5.616 francs, selon les producteurs, à 4.577 (rendement 30 t. à l'hectare) pour les Finances et entre 4.700 et 5.000 pour l'Agriculture. Enfin, le prix du kilo de sucre raffiné en morceaux, au détail, serait 142 francs, selon les normes des producteurs de betteraves, 123 selon celles du ministère des Finances et de 128 à 130 selon celles de l'Agriculture (105 francs en 1950).

Le titane aux Indes. - Selon des informations reçues de Bombay, les géologues du gouvernement indien auraient publié un rapport indiquant que les gisements d'ilmenite, découverts dans l'Etat de Bombay, assureraient à l'Inde le monopole mondial de titane. Les sables titanifères découverts à Ratnigiri contiendraient jusqu'à 50 % de ce métal. L'exploitation du minerai commencerait immédiatement dans le village côtier de Malgund, à 450 kilomètres environ au sud de Bombay, à la cadence annuelle de 1.500 tonnes que l'on espère porter à 5.000 tonnes l'année prochaine. Une compagnie minière de Bombay, qui a reçu de l'Etat de Bombay une licence d'exploitation, embaucherait pour députer 2.000 ouvriers. Des acheteurs européens sont déjà entrés en pourparlers pour négocier des contrats d'achat du produit. Pour l'instant, la production du titane n'est pas encore possible et l'on se contenterait de séparer l'ilmenite de ses sables. L'Inde produit à l'heure actuelle environ 200.000 tonnes d'ilmenite, tirée, pour la plus grande partie, de l'Etat de Travancore. Ce chiffre pourrait être porté à 500.000 tonnes par an.

Soufre. - La découverte d'un nouveau gisement de soufre dans la région du delta du Mississippi permet d'espérer de pallier la pénurie mondiale de ce corps. On assure qu'il s'agit de la découverte la plus importante de soufre dans sa forme la plus pure faite depuis 20 ans. Le gisement sera exploité par la Freeport Sulphur Co. et sa production annuelle est prévue de 500.000 tonnes, ce qui augmenterait de plus de 10 % la production totale des mines de Frasch qui fut, en 1950, de 5.192.184 long tons. La pénurie de soufre, particulièrement vive vers la fin de 1950, est due au réarmement américain et des alliés occidentaux. D'autre part,

.....

la fourniture du soufre américain de basse qualité était limitée. Environ 75 % du soufre américain sont absorbés par la fabrication de l'acide sulfurique. Outre leurs besoins croissants, les Etats-Unis, qui produisent 50 % de la consommation mondiale de soufre, en doivent assurer la fourniture aux Etats occidentaux. Les Etats-Unis, le Canada et l'Angleterre reçoivent la plus grande partie des allocations du soufre réparti par la Conférence Internationale des Matières premières.

Nouvelles sociétés sidérurgiques en Allemagne. - Fin septembre, quatre nouvelles sociétés sidérurgiques ont été réorganisées. Tout d'abord, le groupe Mannesmann, par la fusion de Huttenwerk Huckingen, Westdeutsche Mannesmann et Mannesmann Gelsenkirchen. Cette nouvelle société sera dotée d'une propre base de charbon par le rattachement des charbonnages Königin Elisabeth et Consolidation I/IV du même groupe. La capacité de production de cette nouvelle société se chiffrera à environ 770.000 t. par an. Le deuxième groupe est constitué par les entreprises Krupp. Il s'agit des usines Huttenwerk Rheinhausen, Westfälische Drahtindustrie, Stahlbau Rheinhausen et Capito et Klein. Ces quatre usines demeureront des sociétés anonymes, juridiquement indépendantes, dont le capital sera détenu par une société holding. Ce nouveau groupement possèdera le charbonnage Rossenray (Krupp) et les différents puits des Krupp-Bergwerke. La capacité de production annuelle de ce groupe s'élèvera à 1,8 million de tonnes d'acier. La troisième société est constituée par les différentes unités du groupe Hoesch, qui ont formé une société noyau par fusion de la Westfalen-Hütte, de Hoesch Hohenlimburg et de Schmiedag. Ce groupement possèdera sa propre base de charbon par rattachement des charbonnages de Hoesch, Kaiserstuhl I/II et Fürst Baldur. Enfin, le quatrième groupement réorganisé concerne les Deutsche Edelstahlwerke Krefeld (groupe Vereinigte Stahlwerke), qui disposera d'une capacité de production de 210.000 t. d'acier.

Par la création de ces nouvelles sociétés noyaux, le nombre des nouvelles unités est porté à 14, soit plus de la moitié des 24 sociétés prévues par la loi n° 27.

A Clairvaux, il reste 900 prisonniers. Etaient ensemble, il y a quelques mois : Maurras, de Laborde, Marion et Benoist-Méchain. Ce dernier reste seul. Maurras est à l'hôpital de Troyes, où on le maintient malgré ses protestations; de Laborde et Marion ont été libérés (le premier est en Lot-et-Garonne, le second à Paris). Ces deux libérations ne seront pas annoncées avant quelque temps. Benoist-Méchain espère sortir avant trois mois. Quant à Maurras, il serait libéré à son tour, par grâce médicale et sans interdiction de séjour, cette dernière mesure pour la raison suivante : il ne fait aucun doute que, en dépit d'une interdiction de séjour, Maurras se réinstallerait à Paris, assez spectaculairement du fait de ses amis et que le gouvernement répugnerait à le faire arrêter à nouveau.

"L'Association nationale de défense des assujettis à la Sécurité Sociale" commence à fonctionner. Son but est de rassembler les assujettis en vue d'une action de réforme de l'institution, son organisation meilleure, la critique du fonctionnement actuel, qui permettraient précisément la sauvegarde des principes de la loi. Président : Louis Lafaye, directeur honoraire au Ministère de l'Air.

A l'Académie Française, les candidatures se précisent au fauteuil du maréchal Pétain. Côté des militaires, ni de Lattre ni Juin ne se sont cependant affirmés. Ils semblent se neutraliser mutuellement. Côté civils, on sait maintenant que François-Poncet serait volontiers candidat, mais le clan résistant est très froid à son égard. Par contre, Gaxotte bénéficierait d'un certain nombre de suffrages, notamment celui de Mauriac. Pour le difficile discours sur le prédécesseur, on pense que Gaxotte, historien, serait impartial et saurait donner satisfaction à tout le monde. Certains parlent de sa santé fragile. C'est une circonstance qui n'enlève rien à ses chances. Au contraire.

De Paris, à l'aube du mercredi 3 octobre 1951

Lettre n° 1.955

Monsieur,

"Des coups d'épée, messieurs, mais pas de coups d'épingle", faisait dire Alphonse Daudet à Tartarin de Tarascon,

Les coups d'épée, René Plevin les esquive. Ce sont les coups d'épingle qui l'irritent et qui l'usent. Il fait la sourde oreille aux récriminations des laitiers et des betteraviers et s'efforce de gagner du temps, afin de ne fixer les prix qui les intéressent qu'après les élections cantonales. Il fait démentir les bruits de dévaluation par des services officiels qui ne sont pas tellement certains de ne pas être eux-mêmes mis en défaut par les faits, dans quelques semaines. Le budget ne s'élabore que lentement. Encore ne sera-t-il, ne pourra-t-il être que provisoire, du fait des incertitudes quant à u montant de l'aide américaine et quant à la répercussion sur les prix des augmentations de tarifs récemment décidées ou encore à intervenir. Les grandes questions sont donc éludées. Mais des problèmes mineurs s'imposent, au premier rang desquels figure la grève des examens que viennent aggraver les protestations de solidarité de l'ensemble des fonctionnaires. En même temps, quelques grèves partielles sont à craindre dans le gaz, à Paris. Ce sont là coups d'épingle qui absorbent Plevin.

Et c'est vraiment le petit bout de la lorgnette. Sur le plan politique également, d'ailleurs : l'intérêt que les observateurs attachent aux élections cantonales est, en effet, à la même échelle. Les partis prétendent y trouver une indication pour la future majorité gouvernementale, et c'est abdiquer leur fonction naturelle qui est de guider le pays, non de l'être par lui. Cette attitude ressemble terriblement au célèbre : "Je suis leur chef, il faut bien que je les suive". Cette démission parlementaire s'accompagne d'une démission gouvernementale, s'il est exact que la démarche accomplie hier par Bothereau et Neumeyer, au nom de Force Ouvrière, auprès de Plevin ait été suggérée par ce dernier. Force Ouvrière réclame, en effet, une "confrontation nationale des intérêts de catégories", c'est-à-dire une espèce de réunion générale des organisations patronales et salariales (C.G.T. communiste exclue), pour reconsidérer le problème des salaires et des prix. Or, cette confrontation a déjà lieu au sein de nombreux comités ou commissions. L'exemple le plus caractéristique est celui de la Commission Supérieure des Conventions collectives : il n'en sort rien. Ce n'est que le gouvernement qui peut trancher. Il a bien fallu qu'il en usât ainsi pour la fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti et si, devant les problèmes soulevés par sa décision, c'est vraiment lui qui a inspiré la proposition Force Ouvrière d'une nouvelle confrontation, c'est un aveu d'impuissance que, seul, un échec peut sanctionner.

En Angleterre, le succès remporté par Bevan, au Congrès travailliste, est considéré comme pouvant coûter au parti plusieurs centaines de milliers de voix d'électeurs hésitants qui auraient voté pour un travaillisme nuance Attlee, mais qui s'effrayeraient d'un travaillisme auquel Bevan imposerait un gauchissement accentué. Churchill a ouvert hter la campagne du parti conservateur et s'est largement servi de l'affaire iranienne. Il ne semble cependant pas avoir poussé ses attaques à fond et d'aucuns pensent pouvoir déceler dans sa très relative mansuétude à l'égard de ses adversaires la preuve que le leader conservateur est, quoi qu'on en dise, un peu gêné par l'existence des documents reproduisant sa correspondance avec Mussolini. C'est assez peu probable, car les détenteurs de tels documents auraient mieux à faire qu'à les jeter dans une bataille électorale. Gasperi le sait bien qui, après le récent voyage de Churchill en Italie, faisait savoir que "au cas où il existerait un

.....

pareil recueil, photographique ou non, il serait du devoir du gouvernement italien d'en exiger la remise aux archives de l'Etat, en vertu de la loi du 22 décembre 1939", sans préjudice des poursuites contre ceux qui se seraient rendus coupables de la publication touchant à des secrets d'Etat, visée par cette même loi du 22 décembre 1939.

Le malaise constaté à Bonn et que je vous ai signalé hier est maintenant officiel. De nombreuses dépêches de presse le soulignent, de même qu'elles mentionnent parmi ses causes la proposition Grotewohl d'unification de l'Allemagne. Il est de fait que, en l'occurrence, les Soviétiques ont fort bien manœuvré. Le chef d'orchestre russo-allemand est un des hommes que Moscou sort quand un gros effort doit être accompli. Il est officiellement connu sous le nom d'Ernst Wollweber et il est depuis quatre mois installé dans l'ancien ministère de l'Air de Goering, en qualité de secrétaire d'Etat des Transports de tous ordres. C'est donc un très officiel fonctionnaire du gouvernement allemand de l'Est. Mais c'est aussi un virtuose de l'organisation des départs d'hommes qui "préfèrent la liberté" et qui ne sont souvent que d'adroits agents à sa solde. C'est le cas pour les deux derniers : Willi Pichtsmeyer et Heinrich Niedergall, qui ont été accueillis à bras ouverts par les Américains. Wollweber, que les services de renseignements connaissent sous une dizaine de noms, est donné comme un ami personnel de Staline et un des plus importants rouages des services extérieurs de la M.V.D. de Beria. Il a vécu de nombreuses aventures qu'il serait trop long de rapporter ici. Je vous signalerai cependant que, en 1945, il était en France, où il résida jusqu'en 1948, sous le nom de Mathieu, avant de regagner l'Allemagne pour coopérer à la constitution du gouvernement Grotewohl, d'où il rentra en U.R.S.S. pour, finalement, revenir en Allemagne en 1951, il y a quatre mois. Tel est l'homme qui, actuellement, contrôle en grande partie la politique allemande. En trizone, il s'appuie sur deux hommes. L'un est l'ancien général Müller, président du parti national démocrate, groupant tous les "anciens petits nazis" des quatre zones et qui est un neutraliste total. Son appel du 20 septembre aux anciens officiers et aux jeunesses religieuses d'Allemagne occidentale avait pour thème la neutralisation de l'Allemagne, le refus du réarmement et les élections libres. Il ne cache d'ailleurs pas ses liaisons avec les délégués communistes de la trizone. L'autre homme sur qui s'appuie Wollweber est le pasteur Niemöller, qui vient de se signaler également par un appel exactement semblable à celui du général, appel lancé au cours d'une réunion des représentants des Eglises réformées du nord de Nassau. Quant aux deux nouveaux agents récemment lancés par Wollweber, le premier, Willi Pichtsmeyer, président adjoint de la direction des Chemins de fer d'Erfurth, en Thuringe, a été accueilli comme un frère par le syndicat des cheminots des secteurs occidentaux, qui sont les meilleurs agents de transmissions de tracts et de courrier entre les quatre zones (n'oublions pas que Wollweber est secrétaire d'Etat aux Transports). Quant au deuxième "réfugié", Heinrich Niedergall, il n'est rien de moins que le bourgmestre de Weimar, correspondant du pasteur Niemöller en zone russe et conseiller technique des syndicats de transports de sa ville.

Si je ne craignais de rendre cette lettre fastidieuse, je pourrais vous donner bien d'autres détails sur ces organisations de pénétration russe qui ne sont pas ignorées des intéressés, mais dont jamais il n'est question officiellement. Il est d'ailleurs curieux de constater que des révélations sont réservées aux affaires dans lesquelles la France est impliquée. Telle celle d'hier qui a provoqué l'arrestation de trois Allemands, dont un fonctionnaire de Bonn, accusés d'avoir livré des documents aux services de renseignements français. Il est vrai que les Américains ont autorisé la reconstitution d'un Deuxième Bureau allemand, travailler, non seulement en zone russe, en U.R.S.S. et en Finlande, mais encore dans les pays "opposés au réarmement allemand". Le deuxième bureau est confié à un ancien officier de l'ontou.

" E N V R A C et E N B R E F "

-- Le Conseil supérieur de l'Education Nationale a été saisi hier, par André Marie, des textes du décret et de l'arrêté fixant les conditions d'attribution des bourses aux élèves des établissements de l'Enseignement du Second degré publics et privés.

Projets sidérurgiques. - L'O.E.C.E. a donné son approbation à deux projets présentés par l'Italie et l'Autriche. Le projet italien intéresse la poursuite du programme d'extension de l'usine intégrée de Cornigliano. Il est relatif à une installation de galvanisation continue, commandée aux Etats-Unis et d'un coût total de 1 million de dollars, qui remplacera deux usines de la même société, avec une légère augmentation de production et une économie de zinc. Des rechanges de cylindres et de paliers ont, en outre, été prévus et il semble que les pays participants soient prochainement en mesure de fabriquer ce matériel.

Le projet autrichien concerne les mines de fer de l'Erzberg, à Eisenerz (Styrie), et prévoit un nouveau développement de ces usines, en vue d'en porter la production journalière de 5.925 à 7.400 tonnes (soit 2,7 millions de tonnes par an). Les dépenses prévues sont de 664.158 dollars en matériel commandé aux Etats-Unis et de 35,7 millions de schillings dans le pays.

Mission O.E.C.E. chargée d'étudier l'industrie automobile américaine. -

Dans le cadre de l'assistance technique, l'O.E.C.E. a décidé d'envoyer aux Etats-Unis une mission composée d'experts de l'industrie automobile des pays membres. Cette mission sera chargée :

1°) d'étudier l'industrie automobile américaine et de déterminer l'importance de chacun des facteurs qui ont permis de réduire les prix de revient, alors qu'étaient accrues la qualité et la vitesse des véhicules fabriqués (ces facteurs sont : la concentration industrielle, l'amélioration de l'équipement, la fabrication des pièces d'assemblage par des sous-traitants, la simplification du travail, le développement des recherches, etc...);

2°) d'étudier en détail les méthodes de gestion commerciales et industrielles en vigueur dans l'industrie automobile américaine et les industries connexes, et plus particulièrement les points suivants :

a) politique en matière d'équipement et d'investissements; choix des machines, politique en matière de stocks, etc... - b) fabrication des pièces d'assemblage par des sous-traitants, normalisation des pièces entre les fabricants d'automobiles - c) choix des matières premières en vue de réduire le poids des véhicules et d'économiser les matières rares - d) méthodes de conversion des installations en vue de la fabrication d'un nouveau type de véhicules ou d'équipements différents.

3°) accessoirement d'examiner du point de vue de la gestion des entreprises l'utilisation et les répercussions des méthodes de simplification du travail;

4°) d'établir d'après ces études un rapport montrant comment l'industrie automobile européenne peut bénéficier de l'expérience américaine.

(Fin de la Lettre :)

Guderian, le général Tschobiatoski (ancien général chef des sections d'assaut de la S.S.), de qui l'un des premiers soins a été de faire appel à de vieux S.S., en particulier au célèbre Skorzeny. Allez donc vous étonner que ces hommes travaillent au moins autant contre la France que contre l'U.R.S.S.

paul dehème

De Paris, à l'aube du jeudi 4 octobre 1951

Lettre n° 1.956

Monsieur,

Comme l'onde immobile en surface cache parfois dans ses profondeurs des remous violents et de dangereux tourbillons, l'apparente apathie gouvernementale masque les acerbes querelles qui se déroulent au sein du cabinet. Hier, je vous écrivais que le président du conseil s'efforçait d'ajourner jusqu'après les élections cantonales les décisions relatives aux prix du lait, de la betterave et --je ne l'ai pas écrit, mais je puis l'ajouter aujourd'hui-- des produits oléagineux métropolitains. A vrai dire --et encore qu'il soit responsable du seul fait qu'il est le président-- René Plevon n'est pas directement à l'origine des retards apportés à la fixation de ces prix. L'Agriculture et les Finances ne peuvent parvenir à s'entendre. Antier et René Mayer ne sont pas partisans des mêmes chiffres. Le premier proteste de sa modération et de sa longue patience mise, depuis des semaines, à très rude épreuve. Le second ne proteste de rien ni contre rien, mais il s'en tient à des évaluations que les professionnels jugent dérisoires et les services d'Antier très insuffisantes.

De multiples séances de travail ont été tenues entre représentants des deux ministères et puis, tout d'un coup, Antier s'est fâché. Il a fait savoir à René Mayer --un peu brutalement, m'affirme-t-on-- qu'il en avait assez d'être pris pour un totou, que la discussion avait assez duré, que ses services (à lui, Mayer) n'étaient pas de bonne foi, que le problème n'était plus un problème ministériel, mais était devenu un problème politique. En même temps, il alertait René Plevon et laissait entendre que si les solutions qui s'imposaient n'intervenaient pas rapidement, il tirerait toutes les conséquences de la situation qui lui serait ainsi faite. Là-dessus, il partit pour son département faire sa campagne électorale cantonale, car il est soumis à réélection. Ce fut donc Laurens, son secrétaire d'Etat, qui, hier, rencontra Plevon à qui il arracha la promesse que les prix en litige seraient fixés avant la fin de la semaine. Quand je dis "arracha", le mot est certainement impropre. Chacun sait qu'il n'est pas besoin d'arracher des promesses à Plevon qui n'en est pas avare. Evidemment, quand il s'agit de les lui faire tenir, c'est une autre affaire. D'ailleurs, une réserve est déjà faite en ce qui concerne la betterave, pour laquelle on commence à dire que son prix ne saurait être fixé avant que fût connu le résultat de la récolte. C'est-à-dire que cette obligation nous entraînerait jusqu'à la première quinzaine de novembre. Toutefois, je vois mal comment il sera possible d'attendre jusque là pour connaître le prix du sucre qui est fonction directe de celui de la betterave.

Les choses en sont là : assez avancées en promesses, mais pas du tout en décisions. Vous lirez quelques détails techniques dans mes "En vrac". Dans le corps de cette lettre, je consignerai simplement les derniers chiffres sur lesquels Antier a fixé sa ligne de résistance : 29 frs 40 le litre de lait, prix d'hiver à la production; 7.390 francs, prix taxé 1951 pour le colza; 151.346 francs l'hectare de betterave, soit un peu plus de 5.000 francs la tonne. Nous verrons bien ce qu'il en restera après les ultimes combats.

Au demeurant, Laurens a également entretenu Plevon du problème des assurances sociales agricoles. Le projet de décret préparé par l'Agriculture et analysé dans un "En vrac" de ma lettre du 26 septembre (je tiens son texte à votre disposition) semble bien en être toujours au

.....

- 2 - n° 1.956

même point. Le président du conseil a aussi reçu Louvel, au sujet de la grève parisienne du gaz, qui s'est résorbée hier au soir, dès que fut connue la décision gouvernementale de réquisitionner les installations. Il reçut aussi Lefaucheur, pour discuter de l'incidence sur le prix des automobiles des augmentations intervenues sur l'acier et sur les salaires. L'augmentation sur l'acier entraînerait sur les prix des véhicules une majoration de 6,6 %. Les automobilistes se consoleraient en apprenant que l'industrie du caoutchouc a décidé une baisse de prix sur les pneus. Je vous ai écrit avant-hier que Michelin envisageait une baisse de 5 %.

Il n'en reste pas moins que le cabinet donne une impression d'immobilité, fort mal jugée dans les milieux politiques, et nombreux sont ceux qui ne feront certainement rien pour faciliter sa tâche. Paul Reynaud, par exemple, a proposé la réunion de la Commission des Finances pour le 17 octobre. Vraisemblablement dans le dessein de dresser au gouvernement un procès-verbal de carence en matière de budget.

Sur le plan social, la C.G.T. poursuit sa campagne en faveur de l'unité d'action. En dépit du refus catégorique de Force Ouvrière et de la moue dédaigneuse esquissée par la C.F.T.C., des conversations indirectes sont ouvertes. Les articles que Benoît Franchon passe dans "l'Humanité", depuis quelques jours, sont des modèles de modération.

Dans le domaine international, on relève un certain nombre de petits faits, mais rien de très important, si ce n'est que l'idée chemine en Angleterre, selon laquelle il ne serait pas impossible d'internationaliser Abadan. L'avenir serait alors à une société de gérance, dont Londres voudrait bien que l'initiative fût prise par un pays qui ne saurait être suspecté d'agir dans des desseins uniquement intéressés. Il va de soi que les Anglais n'accordent pas aux Etats-Unis ce brevet de détachement des choses pétrolières. Parmi les grandes nations susceptibles de répondre à la définition, il n'y a guère que la France. Les rumeurs qui circulent seraient-elles des appels du pied ? Ce serait à la fois flatteur et humiliant, tout comme il est flatteur et humiliant pour un homme intègre et de grande réputation d'être porté au conseil d'administration d'une société véreuse, car ceux qui le choisissent rendent ainsi hommage à sa réputation et le jugent assez naïf pour servir de prête-nom, sans comprendre qu'il couvre des trafics illégaux dont il ne bénéficie que de façon infime.

Notons encore que le chef d'état-major américain des armées de terre est à Paris, où il vient de rencontrer Eisenhower et que les communiqués de presse nous apprennent qu'après avoir visité les troupes stationnées en Europe, il se rendra sur les théâtres d'opérations d'Extrême-Orient. "Théâtres" est au pluriel. Collins ira donc en Indochine. En même temps que la Ligue arabe décide de défendre les revendications de l'Algérie et de la Tunisie, le Sultan du Maroc fait assaut de politesse avec Guillaume, parvenu à Rabat. Certaines de ses paroles ont fait naître beaucoup d'espoirs. "Si des difficultés venaient à s'élever, a-t-il dit à son interlocuteur, c'est entre nous que nous chercherions les moyens de les surmonter." Ce qui, en bon français, signifie que le Sultan n'envisage nullement d'avoir recours à l'O.N.U. C'est, implicitement, un désaveu de l'Istiqlal. Enregistrons encore qu'à la conférence de Bonn des "progrès intéressants" ont été accomplis. Ce sont les porte-parole officiels qui le disent. Espérons qu'ils sont sincères.

- 3 - n° 1.956

Pour terminer, je reviens en France. Les doyens des Facultés des lettres et des sciences de Bordeaux ont démissionné. C'est, paraît-il, un geste de solidarité envers les grévistes de l'Enseignement. On attend qu'ils prennent la tête d'un monome de protestation, tous deux portant la robe, la toque et l'épitoge. Surtout le doyen des lettres, dont l'épitoge est jaune. De ce jaune qui, lors de je ne sais plus quelles obsèques nationales d'un grand homme défunt, faisait dire à un titi, éberlué à la vue d'un groupe de professeurs de lettres : "Zut alors ! y a même une délégation de cocus !"

paul dehème

E N V R A C et E N B R E F

Lait, colza, betterave. - Pour le lait, René Mayer ne veut pas entendre parler du prix d'hiver. Il ne veut connaître que le prix moyen qu'il fixe à 22 frs 50 à la production. Le ministère de l'Agriculture voudrait que fût maintenue la notion de prix d'hiver (entre le 1er octobre et le 31 mars); il s'arrête au prix de 29 frs 40, ultime concession, alors que les professionnels réclament 34 francs.

Pour les oléagineux, c'est-à-dire essentiellement pour le colza, les prix des autres produits en découlant, les professionnels réclamaient 7.560 francs, prix plancher, et les Finances offraient 7.235 francs, prix taxé. L'Agriculture s'est arrêtée au prix moyen de 7.390 francs, prix taxé, avec, toutefois, au surplus, l'octroi au Fonds de Progrès agricole d'une somme de 20 à 25 millions et l'engagement que, en cas d'évolution en hausse des huiles de table, une ristourne serait dégagée sur la base des livraisons effectuées après le remboursement de la subvention. Un accord semblait même avoir été établi sur ces bases, accord que les Finances se seraient empressées d'oublier.

Pour les betteraves, le différend est double, puisqu'il joue sur le prix à l'hectare et sur le rendement de cet hectare. Pour le premier, les betteraviers demandent environ 157.000 francs. Les Finances accordent environ 131.000 francs. L'Agriculture réclame 151.346 francs. Mais alors que les professionnels fixent le rendement à 28 tonnes seulement à l'hectare, les deux autres (Finances et Agriculture) s'en tiennent à 30 tonnes. Cette querelle de rendement, provoquée par la diversité des appréciations concernant le résultat global de la récolte, devait, en l'occurrence, être providentielle, car elle permettra peut-être de décider ... qu'on ne décidera rien avant de connaître exactement ce rendement. Ce qui nous amènerait jusqu'à la première quinzaine de novembre. Je vous ai dit dans ma lettre les difficultés qui en découleraient sur le marché du sucre.

Le Conseil Supérieur de l'Education Nationale a été saisi mardi des projets de décret et d'arrêté élaborés par André Marie, relatifs aux bourses de l'Enseignement secondaire et supérieur. Je tiens leurs textes à votre disposition.

Echanges franco-italiens. - Je tiens à votre disposition les listes d'échanges arrêtées par la Commission mixte, qui s'est récemment réunie pour aménager l'accord commercial franco-italien.

La tension commerciale germano-suisse. - Le commerce d'exportation suisse avec l'Allemagne traverse une période critique et les négociations économiques et commerciales qui viennent de s'ouvrir entre ces deux pays auront une importance décisive. En effet, l'évolution du commerce germano-suisse a pris, ces temps derniers, une tournure qui inquiète gravement les milieux d'exportation suisses. Ainsi, au printemps de 1951, la Suisse s'est vue obligée, en raison de la pénurie de devises en Allemagne occidentale, de restreindre ses exportations vers ce pays, tout en maintenant le volume de ses importations. Le résultat en fut que le déficit suisse de la balance commerciale avec l'Allemagne monta à 243 millions de F.S. pour le premier trimestre de l'année en cours, alors qu'il n'avait été que de 135 millions pour toute l'année 1950. Par ailleurs, la publication du nouveau tarif douanier allemand a largement contribué à alarmer les milieux d'exportateurs suisses, qui voient les droits de douane triplés ou quadruplés pour un certain nombre de marchandises intéressant particulièrement la Suisse (cotonnades principalement). La presse suisse s'est fait l'écho de cette inquiétude et demande aux négociants suisses de faire des réserves sévères et même de menacer l'Allemagne de représailles, si le nouveau tarif est maintenu. Car, est-il dit, ce geste allemand risque de porter un coup fatal aux rapports économiques traditionnels entre les deux pays voisins.